

AVIS DU CONSEIL NATIONAL DE LA PROTECTION DE LA NATURE

art. L411-1 et L411-2 du livre IV du code de l'environnement

Référence Onagre du projet : n°2021-02-14d-00143 Référence de la demande : n°2021-00143-011-001

Dénomination du projet : 59 - H2V : Usine production H2 Loon_Plage

Demande d'autorisation environnementale - Date de mise à disposition :

Lieu des opérations : -Département : Nord -Commune(s) : 59279 - Loon-Plage.

Bénéficiaire :

MOTIVATION ou CONDITIONS

Le dossier H2V59 a été présenté une première fois en commission du Conseil National de Protection de la Nature le 25 mars 2021. Dans son avis du 25 mars 2021, le CNPN a émis un premier avis défavorable à la demande de dérogation relative aux espèces protégées. H2V59 a apporté des réponses aux questions et demandes de complément du CNPN et a complété ses réponses par un nouveau dossier de demande de dérogation relative aux espèces protégées, intégré au dossier de demande d'autorisation environnementale. Ces réponses ont été présentées en commission du CNPN le 23 septembre 2021.

Dans son avis du 23 septembre 2021, le CNPN a émis un nouvel avis défavorable à cette demande de dérogation. Cet avis porte sur une troisième demande de dérogation relative aux espèces protégées.

Le CNPN note avec intérêt les efforts déployés par H2V pour répondre aux différentes demandes et recommandations formulées. Le dossier est d'une maturité incomparable avec le premier dossier déposé il y a un an, et les mesures proposées nettement plus efficaces.

Concernant la raison impérieuse d'intérêt public majeur (RIIPM), le CNPN prend note des arguments du pétitionnaire, mais tient à préciser un élément permettant d'objectiver le caractère « impératif et majeur » du projet. Le projet est présenté comme une des solutions à la baisse de production du CO2. Il vise par son process à économiser 230 000 tonnes de CO2 par an. Cela représente 1,7% de la production de CO2 du territoire dunkerquois (13 700 000 t/an).

En outre, la construction de l'usine, ses réseaux, sa maintenance et son démantèlement va produire combien de CO2 ?

Le calcul cout/bénéfice est très vraisemblablement déficitaire, et cela fragilise juridiquement le projet.

Un autre sujet qui a été questionné lors du premier passage en commission et qui n'a pas apporté toutes les garanties attendues est la question des usages des eaux de surfaces. Cet enjeu majeur sur cette ressource sera à regarder de près par les services de l'état pour garantir, outre l'accès à l'eau par les habitants, que l'abaissement des nappes engendrées par la multiplication des installations industrielles ne mettent pas en péril les aménagements en faveur des habitats humides et des espèces associées dans le cadre des mesures compensatoires.

Concernant les espèces impactées par le projet, il est fait référence au Crapaud épineux. Il doit vraisemblablement s'agir d'une erreur. Cette espèce étant absente du nord de la France.

Concernant la nouvelle mesure compensatoire, le CNPN en valide l'intérêt et la localisation. Les mesures de renaturation envisagées sont globalement pertinentes (si toutefois les niveaux d'eau se maintiennent dans le temps...), cohérentes et complémentaires avec les démarches voisines entreprises par le service gestion durable des espaces naturels de la CUD.

Toutefois, le CNPN relève une certaine faiblesse dans les aspects techniques associés aux mesures, telles que décrites dans les fiches action. En outre, le CNPN n'a pas mentionné des capacités de la CUD et de son service à garantir une mise en œuvre selon une gestion écologique et un calendrier précis les actions proposées.

Aussi, le CNPN conseille vivement au pétitionnaire d'associer les techniciens du Conservatoire d'espaces naturels des Hauts de France dans la précision des mesures, leur faisabilités techniques, les mesures de suivies à associer et dans des phases d'évaluation des résultats. Enfin, le site ne devra pas être aménagé, ni « valorisé » à destination du grand public.

Concernant la mesure d'accompagnement in situ, le CNPN valide l'idée d'une optimisation de la biodiversité autour de l'usine, tout en préconisant quelques éléments : il n'est pas fait mention du gestionnaire de ces espaces naturels, le CNPN recommande également un accompagnement du CEN pour préciser les modalités techniques de gestion et l'établissement des itinéraires à appliquer selon un calendrier à fixer, le tout dans un plan de gestion.

MOTIVATION ou CONDITIONS

L'entretien et le curage des wateringues doivent être conditionnés aux périodes compatibles avec le maintien des espèces protégées et fixés dans l'arrêté préfectoral. Si des voies de circulation sont prévues dans la bande des 70 m de large, cela présente un risque élevé d'écrasement des amphibiens qui se déplaceront entre la mare du nord ouest et les fourrés ou fossés et watergangs environnants. Il convient de trouver une mesure permettant de réduire ce risque. Les clôtures autour de l'usine devront permettre le passage de la petite faune.

Au regard du projet et de son évolution, et malgré un intérêt public majeur très contestable, **le CNPN donne un avis favorable aux conditions suivantes :**

- Impliquer dès à présent le CEN HdF pour préciser le contour de l'ensemble des mesures envisagées sur le site de compensation et le site d'accompagnement. Le CEN, en lien direct avec le service gestion durable des espaces naturels de la CUD qui sera engagé dans la gestion de ces mesures, établira le planning d'intervention, le phasage des étapes de renaturation, ainsi que les modalités des suivis qui devront accompagner la démarche et produire des bilans pour en vérifier l'efficacité. Le CEN aura latitude à modifier sensiblement les mesures initialement envisagées au regard de leur expérience et des spécificités du site. Le CEN sera associé tous les cinq ans, après travaux, aux réunions de bilans qui seront tenues en DDT. A défaut d'implication du CEN, une association environnementale bénéficiant d'expérience en renaturation et gestion écologique d'espaces naturels sera mobilisée ;
- Impliquer dès à présent le conservatoire botanique de Bailleul pour tout ce qui concerne la transplantation d'espèces protégées notamment. Il pourrait utilement donner un avis final sur la faisabilité des mesures revues par le CEN ou une association naturaliste compétente ;
- Un planning d'intervention sera produit qui impliquera le service gestion durable des espaces naturels de la CUD dans la mise en œuvre des mesures. Un bilan annuel sera produit en direction de la DDT (et CEN/Asso/CBN) pendant les cinq premières années, puis tous les cinq ans pendant toute la durée de vie de l'usine, comme envisagé ;
- Les mesures de suivi devront pouvoir confirmer le développement des espèces protégées impactées par le projet. A défaut, l'arrêté prévoira des mesures correctrices supplémentaires (= obligations de résultat) ;
- Il sera recherché un gestionnaire du site de la mesure d'accompagnement. Gestionnaire dont la gestion conservatoire au bénéfice de la biodiversité est le métier principal. Il ne s'agit en effet pas d'une gestion « jardinée » et cela nécessite des compétences pointues en écologie ;
- Les sites ainsi remis dans des trajectoires de renaturation ne seront pas ouverts au public pour garantir des espaces de quiétudes qui favoriseront le retour et l'appropriation des lieux par les espèces protégées ;
- Le plan de gestion du site concerné par la mesure compensatoire intégrera les documents de gestion de la CUD et du Grand port.

Par délégation du Conseil national de la protection de la nature :
Nom et prénom du délégataire : Michel Métais

AVIS : Favorable ☐

Favorable sous conditions ☒

Défavorable ☐

Fait le : 25 mars 2022

Signature :

